

KHEMIS-MILIANA

La gare routière cherche adjudicataires

Le contrat d'adjudication de la gare routière de Khemis-Miliana, la plus importante de la wilaya de par sa position géographique au centre d'un nœud routier des plus importants, nord-sud et est-ouest arrive à expiration à la mi-octobre. La commune n'arrive pas à le renouveler faute de soumissionnaires.

La première réunion, après avis d'appel d'offres n'a donné aucun résultat. A la veille donc de l'expiration de l'actuelle adjudication pour l'exploitation de la gare et après un second avis d'appel, une nouvelle réunion a eu lieu à la fin de la semaine écoulée dans les mêmes conditions prévues par la réglementation en vigueur sans qu'aucun des postulants ne se manifeste.

La mise à prix a été fixée à 1 milliard de centimes et les enchères définies par tranches de 10 millions de centimes. Pas un seul candidat ne s'est avancé ni pour la mise à

prix ni pour renchérir. Le délai épuisé, la séance a été ajournée à 15 jours, soit la veille de l'expiration de l'actuelle adjudication.

Pourquoi donc ce refus de soumissionner pour une affaire qui paraît pourtant à première vue très rentable ? Questionnés sur le refus de soumissionner, les candidats expliquent : «A ce prix cela équivaudrait à perte, nous dira l'un d'eux.» D'autres voix s'élèvent pour dénoncer l'anarchie qui règne dans l'organisation des transports, et surtout l'anarchie relative à l'application du plan de la circulation dans la ville et

on ne se cache par pour mettre à l'index ceux qui sont chargés de veiller à l'application de ce plan.

Selon eux, les transporteurs qui passent par Khemis-Miliana, dans les 2 sens, fraudent en évitant de rentrer dans l'enceinte de la gare pour ne pas avoir à payer la taxe de transit qui est de l'ordre de 200 DA. Aussi dit-on, des gares routières clandestines sont nées autour de la gare. Les candidats à l'adjudication pour donner une idée de l'important manque à gagner notent qu'il existe 45 départs à partir d'El Attaf vers Blida, 13 départs d'El Attaf vers Koléa, 15 départs El Attaf-Hadjout, 19 Aïn Defla-Hadjout, 20 entre Aïn Defla et Koléa, 45 entre Aïn Defla et Blida et 32 départs entre Miliana et Blida. Ces derniers ayant élu leur station clandestine près de l'abattoir dans une ruelle. En faisant leurs

calculs ils notent que ce sont 189 cars effectuant les allers et retours qui échappent à la taxe de transit soit quelque 1,360 milliard de centimes par an, c'est-à-dire un peu plus que la mise à prix de 1 milliard fixée par l'APC. Pour ce qui est de l'entretien de la gare, on note que tous les commerces installés ne paient pas un centime de taxe d'exploitation ni à la commune ni à l'adjudicataire de la gare. Pire, note-t-on, ils rejettent leurs déchets aux entrées des quais alors que selon le cahier de charges, l'adjudicataire est tenu d'effectuer l'entretien de l'agence et non pas le ramassage des ordures ménagères des restaurateurs. Une nouvelle consultation est prévue sur la base du principe «où la mise à prix est revue à la baisse à hauteur du déficit ou bien que les autorités locales s'appli-

quent à ne plus tolérer ces gares routières clandestines où le voyageur devient la cible d'éventuelles agressions». Par ailleurs selon d'autres sources, plusieurs gares routières n'ont pas trouvé d'adjudicataire, «dans certaines de ces gares et à cause de ces mêmes problèmes, les communes supportent le manque à gagner total puisque personne ne paie le droit de transit». Pourtant certaines de ces communes se jugent déficitaires alors qu'elles possèdent des sources de revenus importants. La Direction des transports brille par son absence dans la gestion de ces gares, comme pas concernée, le fardeau est supporté uniquement par la commune et les clients qui voyagent dans des conditions lamentables.

Karim O.

AÏD EL-ADHA À TIPASA

La hausse des prix du mouton altère la fête

Au-delà du prélude d'un temps hivernal que réserve ce mois d'octobre, les citoyens sont confrontés à une alternance de journées maussades et pluvieuses avec des éclaircies timides.

Ainsi,les dernières journées qui prélu- daient aux grandes fêtes de l'Aïd El-Adha de cette année ont pourtant été annonciatrices d'une flambée des prix du mouton dont les minima frôlent allègrement des tarifs insensés, qui se situent entre cinq à six millions pour un cheptel très moyen.

Les viandes blanches, quant à elles, sup- plantent largement les anciens tarifs et attein- gnent plus de 350 dinars le kilo, à cause de la hantise d'une pseudo-fièvre aphteuse. A ce propos, le responsable de la Chambre d'agriculture de Tipasa a été formel, «aucun cas de fièvre aphteuse n'a été signalé depuis le début de l'alerte».

Sur un autre volet, il convient de signaler que les marchés hebdomadaires de Sidi-

Ghilès, de Hadjout, de Tipasa et de Koléa, quoique malmenés par les menaces d'averses intempestives, obligèrent très sou- vent les marchands ambulants à lever leurs étals avant l'heure et de laisser sur leur faim ménagères et pères de familles. Mais au- delà de ces parenthèses gênantes, ce fut l'in- accessible mouton de l'Aïd, qui s'était laissé désirer, tant par les prix qui fluctuent du simple au double avec des minima de 45 000 dinars pour des hausses dépassant 120 000 dinars, que par les mercuriales vertigineuses de certains légumes, à l'instar de la pomme de terre, dont le kilo a dépassé 80 dinars, que par les navets, la courgette et les carottes, qui viennent de dépasser les 100 dinars le kilo. Les ouvertures récentes des

marchés à bestiaux de Hadjout, de Koléa, de Gouraya, de Damous et de Bourkika, n'ont pas empêché d'assister à une frénésie des prix. Ce furent les maquignons de Aïn Defla, Chlef, Djelfa, Tiaret et Mostaganem, qu'on retrouve pourtant dans ces principaux souks.

«Ce sont ces éleveurs et revendeurs venus des Hauts-Plateaux qui fixent les prix du mouton», affirme un vieil habitué de ces marchés informels aux bestiaux, au niveau de la périphérie de Koléa.

Pourtant, le mouton s'impose comme une obligation, tant au niveau religieux, que fami- lial. Qu'en pensent les hommes de Foi ? «Chaque année, à l'époque du grand pèleri- nage de La Mecque, les musulmans immo- lent des moutons ou béliers, en souvenir du sacrifice effectué par le Prophète Ibrahim El Khali», nous avait affirmé un notable reli- gieux, interpellé à ce sujet près de la mos- quée El Rahmane de Cherchell. Il convient

de rappeler que lors des années précé- dentes, le cheptel algérien avait fait l'objet d'attaques en règle contre sa qualité jugée douteuse, basée sur d'hypothétiques mala- dies, telles la tuberculose ovine et la fièvre aphteuse.

En marge de ces supputations, les auto- rités sanitaires ont tenu à préciser que «la santé du cheptel algérien est bonne et les équipes vétérinaires mobilisées se déplacent continuellement sur les points de vente ou d'abattage, prévus et désignés dans chaque commune pour contrôler les cheptels ovins».

L'un de ces mêmes responsables avait alors tenu à préciser dans ce cadre que : «le sacrifice du mouton lors du jour de l'Aïd ne menaçait pas le cheptel ovin national, sachant que le potentiel reproducteur n'est pas en péril, étant donné que pour ce rituel, c'est le mâle qui est sacrifié».

Laarbi Houari

Droit de réponse du P/APC d'Azazga

La mafia du foncier a assiégé le siège de l'APC d'Azazga, a scellé et soudé les portes d'accès et a empêché les élus d'assurer leur tâche. Pour ce faire, la mafia a manipulé et utilisé des émeutiers «betaguas» très connus par le passé pour leur agitation. Ceux-là mêmes qui ont saccagé des édifices publics, semé la terreur, l'anarchie et ont même tenté d'incendier le siège de l'APC et injurié de hautes autorités ici même à Azazga en 2001.

Avant d'assiéger l'APC le 21/09/2014, ces hors-la-loi ont manipulé les jeunes au début de l'année 2013 pour bloquer la RN 71 Azazga—Ain-El-Hammam pendant plus de 3 heures. Tout récemment, les mêmes individus ont fermé par la force le siège de l'ADE (Agence de distribution d'eau).

Ils ont associé à leur action quelques mécontents qui ont reçu des autorités concernées des avis défavorables pour la vente de boissons alcoolisées ou qui n'ont pas obtenu des logements LSP et autres qui ne dépendent nullement de l'au- torité des élus. Le 20/09/2014 à 6h30 du matin, c'est au tour de l'APC de subir leur exaction. Le siège de l'APC est envahi par des émeutiers menaçants pour ensuite souder les portes

d'accès à la mairie, où ils font leur loi dans l'impunité totale. Les agitateurs ont insulté, humilié, diffamé l'ensemble des élus du peuple. L'un d'entre eux, qui a déjà malmené le président et les élus de l'APC précédente, s'est érigé en maître des lieux. Notre APC se porte très bien, elle a hérité plus de 145 projets bloqués et non réalisés par l'APC précédente en raison des difficultés avec le CF.

De même qu'elle a hérité d'une administration complète- ment désorganisée et encline à la corruption. Dès notre élec- tion, l'exécutif de l'APC s'est attaché à remettre de l'ordre dans la maison. L'ensemble des projets et ceux votés durant notre exercice ont été réalisés ou en cours d'achèvement. La machine a été remise sur les rails grâce à la bonne volonté et au travail de la plupart des élus qui ne manquent pas de com- pétence.

Durant l'année 2013, le terrain communal de 12 ha, situé devant le lycée technique d'Azazga, a été mis aux enchères publiques par l'Agence foncière publié au quotidien *La Dépêche de Kabylie*. Les bénéficiaires de cette dilapidation sont désignés par la rumeur publique. A l'unanimité, l'en- semble des élus de l'assemblée ont décidé d'annuler cette vente visée par la mafia du foncier et sauvegarder le terrain par des équipements de la commune.

Toujours à l'unanimité, l'ensemble a décidé de faire trois choix du terrain, une piscine semi-olympique, une salle omni- sports, un salle des fêtes (de conférences) de 1 000 places

ainsi qu'un stade matico déjà mis en place pour faire barrage à cette dilapidation. L'autorité de tutelle a approuvé nos délibé- rations. Dans le même contexte, l'Agence foncière a program- mé de s'accaparer de l'unique salle de sport polyvalente que possède la commune et la détruire pour une promotion immo- bilière. Dans une ville déjà encombrée et saturée, là aussi l'APC n'a pas donné son aval. Il existe d'autres terrains dans la périphérie si l'on veut réaliser de l'immobilier. Les rares poches qui restent seront réservées aux équipements publics et aux espaces verts.

C'est pour toutes ces raisons que la mafia du foncier a minutieusement préparé ce complot depuis longtemps au cimetière de Tizi-Bouchène, pour déstabiliser le président de l'APC et les élus. Les émeutiers qui ont fermé l'APC et font leur loi n'ont aucune représentativité des honorables citoyens des villages d'Azazga, Cheurfa, Aït Bouada, Hendou et autres. Malgré ce complot, les élus restent déterminés à continuer leur œuvre et réaliser les trois projets déjà entamés sur le ter- rain convoité par la mafia du foncier. Je porte à votre connais- sance que les membres de l'APC ont toujours voté à l'unani- mité les budgets primitifs, supplémentaires et l'ensemble des délibérations à ce jour. Actuellement, les élus font l'objet d'in- timidation ouvertement et dans l'impunité.

J'ai confiance en vous pour déjouer ce complot dans l'in- térêt de la commune, et ce, dans le calme et pacifiquement.

Le président de l'APC M. Bouadi

TIZI-OUZOU

Le personnel du CEM Dardar en grève

Le personnel du CEM Dardar, tous corps confondus, a observé une grève dans la jour- née d'hier, et ce, pour exprimer leur solidarité avec leur collègue, Achab Mohand-Saïd, enseignant de musique qu'ils considèrent victime «d'une mutation arbitrai- re.»

Dans un document adressé à toutes les ins- tances administratives concernées, le collectif du personnel qui a initié cette action de protesta- tion s'est dit «désagréa- blement surpris, en ce début d'année scolaire, d'apprendre que notre collègue Achab M. S., cumulant une ancienne- té de 25 ans et ayant toujours assuré son tra- vail avec un maximum de sérieux et d'abnéga- tion, a été victime d'une décision de mutation arbitraire», décision qu'ils imputent au res- ponsable du service Carte scolaire au niveau de la Direction de l'édu- cation.

Les protestataires invoquent aussi «l'intérêt des élèves que notre col- lègue a préparés en vue de l'examen du BEM». Le concerné, en l'occur- rence Achab M. S., qui est aussi chanteur et musicien professionnel connu n'arrive pas à comprendre une décision qui, selon lui, n'a rien de pédagogique et «qui a été prise d'autorité par le responsable du service Carte scolaire».

Notons,enfin, que l'enseignement de la musique est une discipli- ne qui reste marginalisée au sein de l'école algé- rienne et que le CEM Dardar de Tizi-Ouzou est l'un des rares établisse- ments de la ville et de la wilaya de Tizi-Ouzou qui compte dans l'effectif enseignant un profes- seur de musique.

S. A. M.

40^e JOUR

A la mémoire de notre chère et regrettée DEKKICHE Rahima dite Yasmina épouse BADAoui Mohamed-Cherif. Cela fait 40 jours que tu nous as quittés pour un monde meilleur et éternel. Tu étais bonne, la bonté même. En cette pénible circonstance et l'immense douleur ancrée en nous, tu seras, Yasmina, toujours présente en notre mémoire. Nous, Badaoui Mohamed-Cherif, ton époux, ainsi que tes enfants Noura, Fayçal, Lotfi et Amina demandons à tous ceux et celles qui t'ont connue d'avoir une pieuse pensée en ta mémoire et prions Dieu le Tout-Puissant, le Plus Grand de t'accueillir en Son Vaste Paradis inch'Allah. Repose en paix Yasmina. «A Dieu nous appartenons et à Lui nous retournons.»

إنا لله و إنا إليه راجعون

